

Paris (XIII<sup>e</sup>)

Créteil (94)



Saint-Lô (50)

La rédaction d'IO remercie ses correspondants d'avoir envoyé dès cette semaine de nouvelles photos



Hayange (57)



Bordeaux (33)

7 199

C'est le nombre de signatures collectées en huit jours dans cinquante-sept départements sur l'appel lancé par le POI pour la non-ratification du nouveau traité européen. Il s'agit là d'une première centralisation qui est encore partielle. Elle indique le rejet majoritaire de la population de ce pays à l'égard de l'Union européenne, de ses institutions, de ses directives. Sur les marchés,

à la porte des entreprises, les travailleurs signent facilement. Ils ne veulent pas voir de nouvelles mesures édictées par l'Union européenne s'abattre sur eux. Ils voient ce qui se passe en Grèce et ailleurs. De nombreux militants du PS, du PCF, du Parti de gauche

signent également. La campagne engagée par les militants du POI qui appelle à l'unité pour la non-ratification du traité va encore se développer dans les jours et les semaines qui viennent. Dans tous les départements se préparent des assemblées-débats auxquelles sont invités les travailleurs, les militants pour discuter et agir en commun. Cette semaine, la publication d'un numéro spécial d'*Informations ouvrières* de quatre pages sur le traité européen est un levier déterminant pour informer les travailleurs de ce qui se prépare afin qu'ils s'engagent dans la bataille pour la non-ratification du traité.

Marguerite LEUWEN

## Union européenne : La "France du non" n'a pas dit son dernier mot...

Partisans de l'Europe de Maastricht, les principaux candidats à la présidentielle tentent un impossible grand écart pour détourner le rejet par les travailleurs de l'Union européenne. L'appel du POI pour la non-ratification du nouveau traité européen « Super Maastricht » commence à être signé en masse.

Marie Stagliano

S sept ans après le référendum sur le traité constitutionnel, c'est le même rejet de l'Union européenne qui s'exprime dans ce pays, comme on peut le constater dans la campagne du POI contre le nouveau traité européen. Un traité qui apparaît aux yeux de tous comme un instrument supplémentaire contre les travailleurs et les peuples. Rendant compte des résultats d'un récent sondage que vient de réaliser Ipsos sur l'attitude des Français à l'égard de l'Europe, le quotidien *Le Monde*, sous le titre : « *Le triste délitement de l'idée européenne* », conclut, avec regret : « *Les résultats sont là. Ils mesurent l'humeur du pays sur l'Europe : elle est défavorable. (...) L'idée de souveraineté partagée au cœur de la construction européenne est battue en brèche.* » Ce rejet, tous les candidats à la présidentielle le mesurent avec effroi et tentent de le détourner. A la tribune de son meeting de campagne à Villepinte, dimanche dernier, Nicolas Sarkozy a exprimé, il l'a dit, sa volonté de « *réconcilier, la France du "non" et la France du "oui".* » Le vote « oui » ou « non » à l'Union européenne, ce serait finalement la même chose ? « *L'Europe ne doit plus être une menace, mais une protection* », a-t-il déclaré, allant jusqu'à lancer des ultimatums à l'adresse de l'Union européenne. L'Europe de Bruxelles, une « protection » ? Qu'on le demande au peuple grec...

Personne n'a oublié 2005. Ni Nicolas Sarkozy ni François Hollande, qui tous deux faisaient campagne pour le oui. Un vote toujours vivant dans la conscience de millions et de millions de travailleurs, de jeunes, de militants, qui sonne toujours comme une victoire. Une victoire remportée contre toute la politique menée pendant des années par l'Union européenne, et contre tous les partis qui, avec un acharnement désespéré, appelaient au « oui ». Alors, aujourd'hui, « *ultimatum* » pour Nicolas Sarkozy, lui qui a signé, le 2 mars, le nouveau traité européen (TSCG) ou « *renégociation* » pour François Hollande qui demande le simple ajout à ce traité d'un volet « *croissance* »... ? Pour les travailleurs, les jeunes, pour toute la population, une seule exigence : quel que soit le résultat des élections, ce traité ne doit pas être ratifié ! Car Bruxelles entend continuer à dicter sa loi. Les déficits publics doivent être résorbés, et pour cela il faut resserrer les critères de Maastricht : tailler dans tous les secteurs à hauteur de plus de 85 milliards d'économies chaque année. La Commission européenne vient de publier le Livre blanc sur les retraites dans lequel elle formule ses exigences pour tous les pays : allonger encore et encore l'âge de départ à la retraite, développer les fonds de pension, supprimer les « avantages » des femmes en matière de retraite... afin de réduire encore et toujours les déficits, rembourser à marche forcée la « dette publique ». Une chose est claire : ceux qui inscrivent leur action politique dans la soumission à ce cadre préparent les plus grands affrontements.

**“Les résultats sont là. Ils mesurent l'humeur du pays sur l'Europe : elle est défavorable”**  
Le Monde

**Sur le marché d'Auch, dimanche matin, 11 mars : 38 signatures pour la non-ratification du traité européen**

Dans le Gers, nous en sommes, ce dimanche 11 mars au soir, à 69 signatures contre la ratification du traité européen TSCG (« Super Maastricht »). Déjà trois diffusions publiques ont eu lieu. Parmi les signataires, on dénombre plusieurs militants du PCF (dont une ancienne candidate aux législatives en 2007). Sur le marché d'Auch, le 10 mars au matin, 38 signatures et 12 adresses mail ont été recueillies, un journal vendu. Cette diffusion a permis d'ouvrir des débats, notamment avec deux militants du PS ayant exprimé clairement leur désaccord avec la position de leur parti concernant la ratification des traités européens. Un militant d'Europe Ecologie-Les Verts qui distribue des tracts pour son parti approuve la pétition du POI malgré des désaccords. Un autre signataire, prenant la pétition, a déclaré : « *En Grèce, ils mettent au gouvernement ceux qui ont fait le trou ! On en rigolerait presque si ce n'était pas si dramatique !* » Nous lui répondons : « *Voilà, vous avez des arguments pour faire signer !* » Plusieurs signataires disent qu'il faut se battre. D'autres diffusions publiques sont prévues. La campagne ne fait que commencer ! Deux assemblées-débats sont programmées : mercredi 21 mars à Saint-Michel (près de Mirande) à 20 h 30, mercredi 28 mars à Samatan à 20 h 30.

Correspondant

# Le nouveau traité européen, instrument d'une nouvelle offensive contre les retraites

— Le 2 mars, le traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance au sein de l'Union économique et monétaire (TSCG) a été signé à Bruxelles. Il fait obligation d'inscrire dans les Constitutions nationales ou dans toute autre législation contraignante la limitation des « déficits publics » à 0,5 % du produit intérieur brut (PIB) ainsi que la réduction de 5 % par an du montant de la « dette ». Cela signifierait une purge inimaginable, dirigée notamment contre tous les organismes de Sécurité sociale.

— Alors que ce traité n'était pas encore signé, et qu'aucun pays

ne l'a encore ratifié, la Commission européenne a publié, le 16 février, un « Livre blanc » sur les retraites (1). Elle y déclare qu'il est « plus urgent que jamais d'élaborer des stratégies globales d'adaptation des systèmes de retraites ». Aucun des principaux candidats à la présidentielle n'en parle ! Voici les mesures drastiques prescrites par Bruxelles.

(1) Livre blanc : une stratégie pour des retraites adéquates, sûres et viables, COM(2012) 55 final, Commission européenne, Bruxelles, 16 février 2012.

## Les mesures du Livre blanc de Bruxelles sur les retraites

### 1 - Leur modèle : la Grèce

Que cherche la Commission européenne avec ce Livre blanc ? Quelques lignes l'éclairent crûment : « Les réformes de la Sécurité sociale répondant aux recommandations des analyses annuelles de la croissance ont bien progressé dans plusieurs

pays (dernièrement en République tchèque, en Grèce, en Espagne et en Italie). »

Au moins, les travailleurs français savent à quoi s'attendre... La Grèce, saignée à blanc pour payer les banques, est le modèle !

### 2 - "Relever l'âge ouvrant droit aux prestations"

C'est la première mesure prescrite : « Relever l'âge » du départ à la retraite. La Commission prétend que ce serait « pour tenir compte de l'augmentation de l'espérance de vie ». Une chose est sûre : avec une telle potion, il est clair que l'espérance de vie régresserait. La véritable raison de cette mesure est livrée dans les premières lignes du Livre blanc :

« A moins que les femmes et les hommes, qui vivent plus longtemps, travaillent également plus longtemps

et épargnent davantage pour leur retraite, l'adéquation des pensions ne pourra plus être garantie, car l'accroissement des dépenses que cela impliquerait serait intenable. »

Les dépenses de retraites seraient « intenable » ? Pour les travailleurs ? Evidemment non. Mais pour les patrons, les gouvernements et l'Union européenne, il faut réduire les déficits publics, diminuer les dépenses de protection sociale collective : tel est le fond de l'affaire.



Le commissaire européen aux Affaires sociales, László Andor.

### 3 - "Limiter l'accès à la retraite anticipée"

Pour la Commission de Bruxelles, devraient être supprimés tous les dispositifs permettant aux travailleurs âgés de ne pas devoir rechercher, à

60 ans ou plus, un travail qui va les user prématurément et dont ils ont été éjectés par un licenciement.

### 4 - "Egaliser l'âge ouvrant droit aux prestations de retraite pour les hommes et les femmes"

Il s'agit de supprimer toutes les mesures qui permettent aux femmes de partir plus tôt. Ce qui est visé pour la France ? Les huit trimestres par enfant élevé.

La mise en œuvre de la « retraite par points » (dont le lancement est prévu en France en 2013 et même avant) menace directement ces périodes dites assimilées.

### 5 - "Développer l'épargne retraite complémentaire privée"

Sous ce vocable d'« épargne retraite complémentaire privée », il faut entendre les fonds de pension par capitalisation, qui spéculent en Bourse avec l'épargne des salariés. « L'épargne retraite complémentaire doit contribuer davantage à garantir l'adéquation future des pensions », dit la Commission européenne. Elle reconnaît pourtant que « les régimes par capitalisation sont

touchés par la diminution des rendements et de la valeur des actifs ». Qu'à cela ne tienne ! Il faut affaiblir les régimes par répartition, et contraindre les salariés à placer leurs économies — s'ils en ont — dans des fonds de pensions. Les salariés seront spoliés par la Bourse, mais les profits des spéculateurs et des compagnies d'assurance doivent fructifier !

## Retraites : la "recommandation par pays" adressée à la France

### Quand la Commission de Bruxelles écrit le programme du prochain gouvernement...

Le jour même où les chefs d'Etat et de gouvernement signaient le traité TSCG, le 2 mars à Bruxelles, ils ont réaffirmé en Conseil européen leur engagement à réduire les déficits budgétaires et à mettre en œuvre les « recommandations par pays » (RPP). Ces dernières sont une nouveauté. Adoptées par le Conseil européen de juin 2011 pour les années 2011 à 2014 sur proposition de la Commission européenne, elles édictent, pays par pays, des

objectifs politiques à suivre « dans les 12 à 18 mois », c'est-à-dire, en l'occurrence, d'ici la fin 2012. Elles engagent donc, concernant la France, le prochain gouvernement. Et aucun des principaux candidats à la présidentielle n'en parle ! Le Livre blanc sur les retraites rédigé par la Commission de Bruxelles rappelle, en annexe, la RPP relative à la France :

« Se conformer à la recommandation d'un effort budgétaire annuel moyen supérieur à 1 % du PIB

## ILS ONT DIT

### Une nouvelle "réforme" pourrait être lancée "dès l'été 2012"

• La CFDT a déjà demandé « aux candidats d'avancer la mise à plat prévue dès 2012 pour qu'on puisse envisager, s'il y a consensus, une réforme différente » (13 décembre 2011).

• François Hollande a promis d'engager « une négociation globale, dès l'été 2012, avec les partenaires sociaux, afin de définir l'âge légal de départ à la retraite, la prise en compte de la pénibilité, le montant des pensions et l'évolution des recettes indispensables à la pérennité du système ».

• C'est, avec quelques mois d'avance, ce que programme l'article 16 de la loi Sarkozy contre les retraites du 9 novembre 2010. A la demande de la même CFDT, le gouvernement avait inscrit dans la loi que devait être lancée, « à compter du premier semestre 2013 », une « réflexion nationale sur les objectifs et les caractéristiques d'une réforme systémique », c'est-à-dire un changement complet de système. Objectif : la « mise en place d'un régime universel par points ou en comptes notionnels » (et donc, la destruction de tous les régimes existants), qui s'est accompagnée, dans les pays où elle s'est réalisée, d'une baisse drastique des pensions.



Fac similé du Livre blanc de la Commission européenne "Une stratégie pour des retraites adéquates, sûres et viables"

### Une "explication" saisissante

Comment faire accepter toutes ces mesures ? C'est là que le bât blesse. On lit dans le Livre blanc cette phrase assez saisissante : « Il importerait d'expliquer que, compte tenu de l'augmentation de l'espérance de vie, travailler plus longtemps ne signifie pas bénéficier d'une retraite plus courte. » C'est sûr, cela ne va pas leur être facile !

## ÉDITORIAL

### C'est la question qui devrait dominer les élections !

Claude Jenet  
Secrétaire national du POI

La campagne électorale bat son plein, déversant au pied d'un électoral pensif un flot quasi quotidien de promesses dont la plupart s'évanouiront dès le lendemain du scrutin devant les contraintes imposées par l'Union européenne, au nom de la situation économique. Aussi ne peut-on manquer d'être frappé par l'absence de débat autour des conséquences des traités européens, MES et TSCG. L'assourdissant silence de l'ensemble des médias sur cette importante question n'est pas le fruit du hasard. L'Union européenne bénéficie d'un très large consensus qui traverse les frontières du clivage gauche-droite. L'analyse des votes exprimés à l'Assemblée nationale (21 février) et au Sénat (28 février) donne la mesure d'une réalité qui perdure depuis le 29 mai 2005, la légitimité parlementaire servant à contourner l'expression de la souveraineté du peuple. « Cachez-moi ce peuple qui s'obstine à dire non » aux diktats de l'Union européenne semble bien être la finalité du prochain scrutin.

Certes, depuis 1958 et l'avènement de la V<sup>e</sup> République, nous n'ignorons pas le caractère antidémocratique des institutions. Ne feignons pas de découvrir que l'élection du président au suffrage universel direct a renforcé le côté bonapartiste et « sauveur suprême » de la fonction. Mais c'est un fait que ce scrutin est devenu le pivot autour duquel s'articule la vie politique institutionnelle, y compris si cela s'avère nécessaire, pour organiser l'alternance droite-gauche ou vice versa.

Pour toutes ces raisons, le POI a pris la décision de ne pas présenter de candidat à cette élection. Il a en revanche choisi d'engager toutes ses forces dans la bataille pour une Assemblée constituante souveraine. Une telle assemblée, qui paraît encore utopiste, est pourtant la seule issue possible pour rétablir la démocratie et redonner la parole au peuple en le restituant dans sa légitime souveraineté. Rien à voir avec les marchandages-ralliements auxquels l'on assiste ces derniers jours ici, pour asseoir une éventuelle majorité, là pour tenter de sauver un groupe parlementaire. Manœuvres politiciennes qui ne sont rien d'autre que des soubresauts d'appareils luttant pour préserver leur pré carré.

Les politiques réactionnaires mises en œuvre, notamment depuis 2007, sont directement imputées à Sarkozy et à son gouvernement. Le mécontentement s'accroît et il n'est pas impossible que le ras-le-bol soit comparable à celui de mai 1981. Nous n'avons pas oublié que, si les espoirs placés dans le changement furent immenses, ils se trouvèrent rapidement confrontés aux exigences de la rigueur.

Autant de sujets qui sont au cœur des trois cents réunions-débats que le POI organise. A toutes celles et tous ceux qui s'interrogent sur les moyens de résister et d'agir ensemble, nous disons : « S'il existe une volonté de rétablir une politique qui réponde, même partiellement, aux besoins de la population laborieuse et de la démocratie, elle passe par le refus de la ratification de "Super Maastricht" » (communiqué, 5 mars 2012).

Aussi, récusant l'affirmation : « bonnet blanc et blanc bonnet » assimilant à l'identité politiques de droite et de gauche, le Parti ouvrier indépendant peut affirmer solennellement, quel que soit le résultat de l'élection présidentielle et des élections législatives : le traité de Bruxelles ne doit pas être ratifié !



## Projet sur l'évaluation des enseignants

## Les organisations syndicales réaffirment leur exigence commune de retrait

Laurence Fayard

Le 8 mars, lors du comité technique ministériel (CTM) qui avait à son ordre du jour l'adoption des projets de décret et d'arrêté sur l'évaluation des enseignants, l'ensemble des fédérations syndicales de l'Education nationale (sauf la CFDT) ont refusé de siéger et ont fait une déclaration réaffirmant leur exigence commune de retrait du projet de réforme.

L'enjeu, c'est la préservation du statut national des enseignants. Malgré ce refus, le ministre a décidé de convoquer à nouveau le CTM le 15 mars en remettant à l'ordre du jour ces projets de textes.

Le ministre, qui mesure parfaitement l'ampleur du rejet de cette réforme par les enseignants

et leurs organisations syndicales, voudrait désormais la faire adopter à marche forcée.

Rappelons que par deux fois, le 15 décembre 2011 et le 31 janvier derniers, les enseignants se sont mis en grève à l'appel de la plupart de leurs organisations pour le retrait de ce projet disloquant leur statut national. Le 31 janvier, ils manifestaient à 20 000 à Paris, exprimant leur détermination à obtenir le retrait de la « réforme » de l'évaluation et l'annulation immédiate des 14 000 suppressions de postes prévues à la rentrée 2012.

Jusqu'ici, l'unité sur ces revendications — en dépit de la position de la CFDT favorable à la coélaboration de la « réforme » — a contraint le ministre à reporter son projet. Rien n'est joué. ■

## Comité technique ministériel du 8 mars

**Communiqué des fédérations de l'Education nationale (CGT-Educ'action, FNEC-FP FO, FAEN, FSU, SUD Education, UNSA Education)**

## L'évaluation des enseignants à l'ordre du jour, les organisations syndicales ne siègent pas



La manifestation du 31 janvier à Paris.

Différé à la suite de l'opposition quasi unanime des organisations syndicales de l'Education nationale, l'examen du projet de décret relatif à l'évaluation des personnels enseignants, CPE et CO-Psy (1) est inscrit à l'ordre du jour du comité technique ministériel (CTM) du 8 mars 2012. Après des mois d'absence de dialogue social, ce projet revient sous une forme aggravée. L'évaluation des enseignants est un sujet sérieux. Que vaut cette précipitation dans un contexte de campagne électorale, où sont mises en débat des propositions engageant l'ensemble de la profession ? Les organisations dénoncent ce passage en force.

Les évolutions de forme, concédées notamment sous la pression de la mobilisation des personnels concernés, ne changent pas, en réalité, le fond du texte : c'est bien le supérieur hiérarchique direct — chef d'établissement (ou directeur de CIO) dans le second degré, inspecteur de l'Education nationale (IEN) dans le premier degré — qui serait seul responsable de l'évaluation et de la carrière des enseignants, les corps d'inspection pédagogique

se voyant attribuer une fonction subalterne dans ce processus.

L'entretien trisannuel, dont la mise en place s'échelonne entre 2013 et 2015, donnerait lieu, à la suite de l'auto-évaluation de l'enseignant, à une appréciation par le supérieur hiérarchique direct sur la base de critères contestables. C'est à partir de ces appréciations que seraient « formulées » et réparties les mesures d'avancement différencié, proposées par le supérieur hiérarchique direct et validées par le recteur. Il va sans dire que ce projet d'évaluation constituerait un alignement par le bas des carrières et ne serait en rien une amélioration de la situation. Ce projet va à l'inverse de ce dont ont besoin les enseignants, en particulier en matière de formation et d'évaluation. Les organisations syndicales signataires renouvellent leur demande de retrait de ce projet. Elles décident de ne pas siéger au CTM du 8 mars. ■

(1) Conseillers principaux d'éducation et conseillers d'orientation-psychologues.

## Communauté urbaine de Lyon-Grand Lyon (Rhône)

## Les agents en charge de la collecte des ordures ménagères en grève dans l'unité de leurs syndicats contre la privatisation



Photo correspondant

## Correspondants

Un bras de fer est engagé entre les agents du Grand Lyon en charge de la collecte des ordures ménagères, unis avec leurs organisations syndicales (CGT, CFTC, FO, CFDT, UNSA, FA-FPT-UGICT/CGT), et le président de la communauté urbaine de Lyon, Gérard Collomb, également sénateur-maire PS de Lyon. En cause, un appel d'offre lancé par le président de la communauté urbaine de Lyon qui vise à passer totalement au privé les rondes de Lyon et Villeurbanne. Le projet prévoit en effet de confier la collecte des ordures ménagères de deux principales villes de la communauté urbaine à des sociétés privées.

La mobilisation contre le projet a commencé dès la fin février avec les premières assemblées générales de personnels avec les organisations syndicales. Dès le départ, la question de la grève a été posée dans la discussion. « Pourquoi on ne fait pas la grève comme dans le temps ? » « C'est tout de suite qu'il faut faire la grève. » Une seule et même revendication anime les éboueurs : « On est là parce qu'on ne veut pas perdre les collectes de Lyon et Villeurbanne. » La question du dépôt immédiat d'un préavis était posée par le syndicat Force ouvrière. Audience était immédiatement demandée à Gérard Collomb.

Et le 29 février, les agents votaient majoritairement, dans l'unité de leurs organisations syndicales, le préavis de grève pour le 12 mars si Gérard Collomb ne donnait pas satisfaction à leurs revendications : « Retrait du marché de collecte ; maintien en régie des rondes de collecte actuelles sur Lyon et Villeurbanne. »

Le président de la communauté urbaine a dans un premier temps refusé de recevoir les organisations syndicales, provoquant l'indignation des agents. « C'est honteux pour une ville de gauche. Si c'est ça le dialogue social », s'insurgeait un éboueur.

Puis il a été contraint d'accepter une première entrevue.

## DERNIÈRE MINUTE

Vendredi 9 mars 2012, à 16 heures, le président de la communauté urbaine de Lyon, Gérard Collomb en personne, a reçu l'intersyndicale :

Le président a indiqué : « Je suis prêt à vous accorder votre revendication d'un samedi sur deux, mais comme c'est impossible à mettre en œuvre sur Lyon et Villeurbanne, c'est pour cela que la régie n'interviendra plus que sur les communes extérieures. »

Les masques tombent !

A la question : « Avec une telle organisation les éboueurs du Grand Lyon pourront-ils revenir sur Lyon et Villeurbanne ? », la réponse du président a été claire : « Cela me paraît difficile. »

Réflexion d'un représentant syndical : « Pourquoi, président, la régie serait-elle à vie, exclue de Lyon et Villeurbanne ? »

C'est, dans ce contexte que se sont tenues, le 12 mars à 5 h 30, les assemblées des personnels des dépôts de Lyon-Gerland et Villeurbanne-Kruger qui ont décidé la grève pour le maintien en régie des rondes actuelles de Lyon et Villeurbanne. ■

## Conseil général de Seine-Saint-Denis

## Les syndicats unis contre les risques du partenariat public-privé (PPP) et pour la gestion publique des collèges

## Michèle Simonnin

Une conférence de presse s'est tenue le 8 mars à l'initiative des syndicats CGT, FSU, SUDct, FO, CFTC, CFDT représentant les salariés du conseil général de Seine-Saint-Denis. Un communiqué commun précise : « Malgré les réserves formulées par la Cour des comptes sur la dangerosité des PPP, malgré les avis défavorables du conseil départemental de l'Education et du comité technique paritaire, le président Bartolone va-t-il passer en force et imposer la gestion privée des collèges ? Signera-t-il les contrats de partenariat public-privé (PPP) le 15 mars 2012 ? » Ces contrats portent sur la construction ou la reconstruction de douze collèges. Pendant vingt ans, les bâtiments seront la propriété d'entreprises privées (principalement Eiffage) auxquelles le département devra verser un loyer de plus de 24 millions d'euros chaque année. Tous les syndicats soulignent, en s'adres-

sant aux habitants, aux contribuables, aux parents d'élèves du département, le coût de cette formule.

Un syndicaliste ajoute qu'il y a une menace directe sur le statut des personnels assurant l'accueil, l'entretien et la restauration dans les collèges et que le regroupement en cuisines centrales construites à l'extérieur des bâtiments des collèges avec un passage en liaison froide facilitera la privatisation. Une autre, ouvrière dans un collège, précise : « Nous avons eu des informations inquiétantes hier. Chaque agent va voir la surface qu'il doit laver passer à 1000 m<sup>2</sup> ! On a perdu notre



Claude Bartolone (PS), président du conseil général de Seine-Saint-Denis.

statut de fonctionnaire d'Etat. Aujourd'hui le département nous dit que l'Etat ne lui donne pas les moyens. On craignait un transfert à la région en 2014, mais il semble que la région ne veuille pas non plus de nous. Alors c'est la privatisation, les suppressions d'emplois que nous craignons. »

Un autre conclut : « On veut des collèges bâtiments publics, avec des emplois publics, qu'il s'agisse des ouvriers, des enseignants et des techniciens assurant la maîtrise d'ouvrage. » Il annonce que les syndicats seront reçus le 12 mars par Claude Bartolone (PS), président du conseil général. ■

## COMMUNIQUÉ DES SYNDICATS CGT, CFTC, FO, CFDT, UNSA, FA-FPT-UGICT/CGT (extraits)

**“Retrait du marché de collecte !  
Maintien en régie des rondes actuelles de Lyon et Villeurbanne !”**

Compte rendu de l'entrevue avec Gérard Collomb

Le président Gérard Collomb a reçu les six organisations syndicales avec M. Thierry Philip, vice-président à la propreté et maire du III<sup>e</sup> arrondissement de Lyon, en présence du directeur général des services et du directeur de la propreté.

Nous avons défendu ces revendications en rappelant : « Nous nous sommes battus en 2007 pour conserver des rondes en régie sur Lyon et Villeurbanne ! Vous avez accepté ce maintien sur les III<sup>e</sup>, IV<sup>e</sup>, VI<sup>e</sup>, VII<sup>e</sup> arrondissements de Lyon et sur la moitié de Villeurbanne !

Nous vous demandons aujourd'hui avec tous les personnels de maintenir l'existant. Basculer au privé la totalité de Lyon, troisième ville de France, et de Villeurbanne, vingtième ville de France, c'est donner le gros bonus aux entreprises ! C'est bien là le plus rentable : ramasser le plus de tonnage sur le moins de kilométrage !

Les entreprises privées n'ont-elles pas suffisamment pris de marchés à la propreté comme au Grand Lyon ? C'est assez !

Nous ne pourrions comprendre qu'en votre qualité de sénateur-maire PS de la ville de Lyon et président du Grand Lyon, vous mainteniez la privatisation totale des rondes de collecte de votre ville et de Villeurbanne ! »

Réponse du président : « C'est un choix politique et il n'appartient pas aux organisations syndicales de me dire de faire tel ou tel choix ! Je suis comptable de ce choix devant la population et donc, jusqu'en 2014, c'est moi qui décide. »

Paris

# “Avec la fermeture des guichets financiers, la direction de La Poste voudrait supprimer des emplois”

## Entretien avec Olivier Gault, syndicaliste CGT de La Poste, à Paris

Depuis le 2 mars, le syndicat CGT des postaux de Paris, avec l'union locale CGT du X<sup>e</sup> arrondissement, fait signer une pétition proposée par le personnel du bureau de poste de Paris gare du Nord pour s'opposer au projet de la direction de fermer les guichets financiers.

« A ce jour, nous avons environ 500 signatures », indique Olivier Gault.

« Comme l'indique notre tract, le bureau de la gare du Nord est le deuxième de France pour sa fréquentation. Après de longs travaux, il y a deux ans, le bureau avait six guichets financiers avec du personnel en nombre suffisant. Depuis un an, La Poste refuse d'affecter du personnel en nombre suffisant. Les usagers sont donc invités à se servir des automates. Bien entendu, cette situation entraîne des incivilités. La direction de La Poste utilise cette situation qu'elle a elle-même créée pour prendre la décision de transformer ce bureau en boutique avec fermeture des guichets. La clientèle de ce bureau est composée d'usagers du train et d'habitants du quartier. Beaucoup se dirigent vers les guichets parce qu'ils n'ont pas les moyens de se servir des automates (dix euros minimum). Nous pensons qu'avec ce projet, la direction de La Poste tente de faire une expérimentation à Paris. Celle-ci veut se débarrasser à la fois des emplois et des pauvres. »

**“20 % des emplois supprimés depuis 5 ans”**



Photo AFP

### TRACT CGT DES POSTAUX DE PARIS (EXTRAITS)

## “Signez massivement la pétition”

« On peut se demander si la direction ne souhaite pas fermer ce bureau pour supprimer des emplois ! Rappelons que 20 % des emplois ont été supprimés depuis cinq ans, et que La Poste fait à peu près 500 millions de bénéfices par an. Mais la fermeture des guichets ne va pas supprimer les problèmes, bien au contraire. Les incivilités vont augmenter et les usagers se reporteront vers les bureaux voisins : Paris Magenta, Paris Louis-Blanc, dans le X<sup>e</sup>, Paris Philippe-de-Girard ou Paris la Goutte d'Or, dans le XVIII<sup>e</sup>. Or ces bureaux sont déjà surchargés. A force de supprimer du personnel partout, il devient impossible d'offrir un service de qualité. Rien ne justifie ce projet, sinon la volonté de supprimer des emplois. Ensemble, usagers et personnels, ne laissons pas passer ce funeste projet, contraire au service public ; exigeons le maintien de ce bureau avec des emplois et des guichets en nombre suffisant ; défendons ensemble le service public. Signez massivement la pétition proposée par le personnel soutenu par la CGT, pétition que nous remettrons à la direction de La Poste ainsi qu'aux élus du X<sup>e</sup> arrondissement. »

Marseille (Bouches-du-Rhône)

# Collecte des déchets : à propos du “fini-parti”

Le 13 février, les propositions de la commission dite « commission de la propreté » s'étaient dans la presse locale, mais aussi nationale. Propositions dont monsieur Caselli, président PS de la communauté urbaine Marseille-Provence-Métropole indiquait d'emblée que « le cœur du contrat n'était pas négociable ». Ces propositions — qui prévoient une demi-heure de travail en plus, la mise en place de chronographes, l'embauche sur des emplois de droit privé en lieu et place des postes statutaires — sont une indication claire : par-delà les grandes déclarations, et quel que soit l'habillage, c'est le personnel qui est tenu responsable du manque de propreté des rues à Marseille.

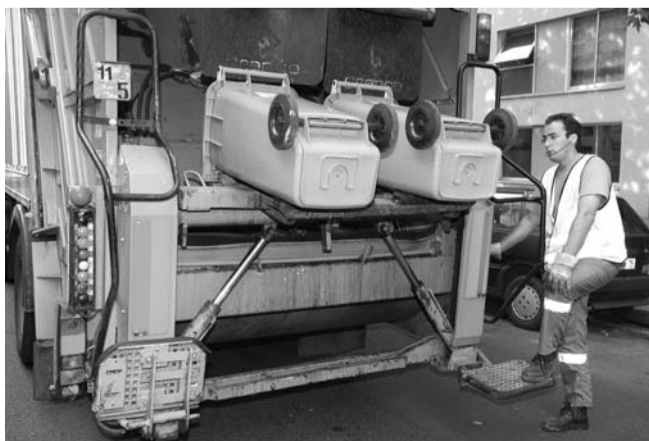


Photo AFP

Et fait notable, c'est une commission composée à parité d'élus de droite et de gauche (UMP et PS) qui, dans une sorte « d'union nationale » locale, pointe du doigt les personnels.

Seiches-sur-le-Loir (Maine-et-Loire)

# Grève des facteurs du centre de distribution



Photo correspondant

Après avoir effectué, à l'unanimité des cinquante-cinq agents concernés et de leurs organisations syndicales (CGT, FO et CNT) trois jours de grève « spontanée » dite « illégale » par la direction, les facteurs du centre de distribution de Seiches-sur-le-Loir (Maine-et-Loire) ont déposé un préavis de grève à compter du 8 mars. Ils entendent ainsi manifester leur « ras-le-bol » face à la détérioration croissante de leurs conditions de travail : restructurations successives conduisant à des suppressions de postes au prétexte d'une diminution du volume de courriers (moins trois postes en janvier) ; non-remplacement des absents (six à ce jour) ; deux semaines maximum de vacances cet été par agent en raison du refus d'embauche d'été ; sécularité quotidienne : les facteurs doivent effectuer une partie d'une autre tournée en plus de la leur pour combler le manque d'effectifs.

Les responsables syndicaux précisent que la mission de service public ne peut être accomplie : le nombre de tournées non distribuées augmente régulièrement. Les agents ne sont pas dupes, ils se déclarent en accord avec le candidat du POI qui stigmatise l'ouverture totale du marché du courrier à la concurrence depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2011 en application des directives de l'Union européenne.

Après six jours de grève et le débrayage en soutien d'une centaine de facteurs des centres de distribution voisins, les délégués syndicaux indiquent avoir obtenu « la levée des sanctions pour grève illégale, l'embauche d'un CDD alors que nous demandions neuf CDI ». Pour la direction : « Nous devons travailler en confiance et réfléchir pour trouver ensemble des solutions d'organisation du travail. » Pour les facteurs, c'est tout réfléchi, le compte n'y est pas : « Satisfaction des revendications ! »

### COMMUNIQUÉ DE PRESSE

## HUBERT LARDEUX, CANDIDAT DU POI AUX ÉLECTIONS LÉGISLATIVES (TROISIÈME CIRCONSCRIPTION)

### “Retour au monopole public”

Les facteurs du centre de distribution de Seiches, avec leurs organisations syndicales, ont cessé le travail trois jours la semaine dernière et seront de nouveau en grève jeudi 8 mars.

La direction centrale de La Poste, devenue société anonyme en 2010 dans le cadre de “l'Europe postale” initiée en 1990, porte l'entière responsabilité de la situation. L'ouverture totale du marché du courrier à la concurrence depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2011 conduit dans tout le pays à la détérioration générale des conditions de travail des facteurs à travers la suppression de postes, le non-remplacement des absents et le recrutement de CDD corvéables à merci, en lieu et place des fonctionnaires sous statut de l'ancien service public.

Les citoyens, déjà confrontés à la disparition des bureaux de poste transformés en agences postales ou en “points poste” pour le moment, devraient également, au nom du dogme de la “réduction de la dette” et de la “concurrence libre et non faussée” accepter l'augmentation du prix du timbre et une baisse de la régularité de la distribution du courrier.

Le POI apporte son soutien aux facteurs en grève (...).

“Retour au monopole public”, “abrogation de la loi de privatisation et des directives postales européennes” : tel est le mandat sur lequel se présente le candidat du POI aux législatives dans la circonscription. » Le 6 mars 2012 ■

En bref

## GARANTIE MUTUELLE DES FONCTIONNAIRES (GMF) Grève des salariés des centres de gestion à l'appel des syndicats FO et CGT

A l'appel de leurs syndicats FO et CGT, les salariés des centres de gestion de la GMF étaient en grève le 12 mars. Ils étaient également appelés à participer à des assemblées générales pour faire valoir les revendications suivantes :

- « Pas d'organisations dérogatoires lorsqu'il y a des pics d'activité, — des embauches en CDI à temps complet, — arrêt du tout téléphone et du zapping, — quatre demi-journées de gestion par semaine, — arrêt du flicage via l'outil Silva. »

## La pension moyenne des femmes inférieure de 48 % à celle des hommes

Selon l'Insee (étude du 7 mars), en 2008, la pension moyenne d'une femme (833 euros), hors pension de réversion, représentait 48 % de celle d'un homme (1 723 euros). Environ 30 % des femmes travaillent à temps partiel contre 7 % pour les hommes. Une part de ce temps partiel, notamment dans les emplois faiblement qualifiés du tertiaire, est subie. Les femmes sont ainsi plus touchées que les hommes par le sous-emploi (9 % des femmes contre 3 % pour les hommes). Leurs salaires demeurent inférieurs à ceux des hommes, d'environ 20 % en moyenne dans le secteur privé (de 9 % chez les employés à 23 % chez les cadres) et de 15 % dans le secteur public. Actuellement, en raison d'une durée d'assurance inférieure, les femmes partent en moyenne plus tardivement à la retraite (61,8 ans) que les hommes (61,4 ans).

## RSA : plus d'un tiers des bénéficiaires du RSA en emploi

A la fin 2010, 36 % des 2,2 millions de bénéficiaires du RSA étaient en emploi. C'est ce que montre une étude de la Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques (Dares) dont les résultats viennent d'être rendus publics. Ils occupent le plus souvent des emplois à temps partiel (53 %) ou des contrats à durée déterminée (43 %). 55 % sont employés à 40 % ouvriers. 60 % de leurs employeurs sont des entreprises privées, 12 % des collectivités locales et 10 % des particuliers. Enfin, les deux tiers des bénéficiaires du RSA sans emploi déclarent chercher du travail.

A Marseille, chacun le sait, ceux qui veulent remettre en cause les acquis ouvriers rencontrent de puissantes résistances. Aussi, la mise en place de cette commission droite-gauche vise un objectif dévoilé par monsieur Yves Moraine (UMP) : « Le fait que droite et gauche se soient mis d'accord pour dire : “Ça suffit”, évitera aux syndicats de s'y opposer. »

## ON CHERCHE À PRIVATISER ET ON FAIT PAYER LES TRAVAILLEURS DANS UNE BELLE “UNITÉ”

Bel aveu, qui ne semble gêner personne, et visiblement pas M. Patrick Menucci, membre de cette commission, et candidat du PS aux prochaines législatives. Tout le monde sait que ce « fini-parti » n'empêche pas que la collecte des déchets, à Marseille comme dans d'autres villes de France, soit réalisée. Par contre, le manque de conteneurs, les dépôts d'en-

combrants sauvages à la suite de la réduction des collectes par quartier des encombrants par les municipalités, le manque de volonté pour développer le tri sélectif, la pauvreté, les travaux sur rues anarchiques, sont autant de sources de difficulté pour obtenir des résultats satisfaisants. Plutôt que de prendre les véritables mesures qui pourraient améliorer la propreté à Marseille, c'est-à-dire l'augmentation des moyens humains et matériels, la concertation avec les habitants et les commerçants... de fait, le choix est fait de mettre sur le dos des personnels la responsabilité de cette situation et de culpabiliser les Marseillais dont on veut faire croire qu'ils sont sales et n'ont aucun sens civique, austérité oblige ! On ne donne pas les moyens, on cherche à privatiser et on fait payer les travailleurs dans une belle « unité ». Il est probable que le personnel ne l'entende pas de cette oreille. A suivre... ■

## Chronique

## INTERNATIONALE

Grèce :  
"un bref répit"

Dominique Ferré

Alors que, côté cour, tous se réjouissent de la « restructuration de la dette grecque », l'agence Reuters écrit que celle-ci « risque de ne représenter qu'un bref répit pour une Grèce en situation de récession » (1). Reuters ajoute : « dans un rapport confidentiel, l'Union européenne et le FMI préviennent que le plan de renflouement peut facilement dérailler et la dette revenir à son niveau pré-échange si la Grèce continue à manquer ses objectifs ».

Partisan acharné de l'Union européenne, *Le Monde* affirme : « Ce nouveau plan d'aide à la Grèce ainsi que la signature d'un nouveau traité sur la stabilité, la coopération et la gouvernance (TSCG) (...) devraient à l'avenir garantir aux yeux des marchés financiers une certaine sagesse de la part des Etats membres. »

Loin de « sauver la Grèce », il s'agit bien de donner des gages aux marchés financiers.

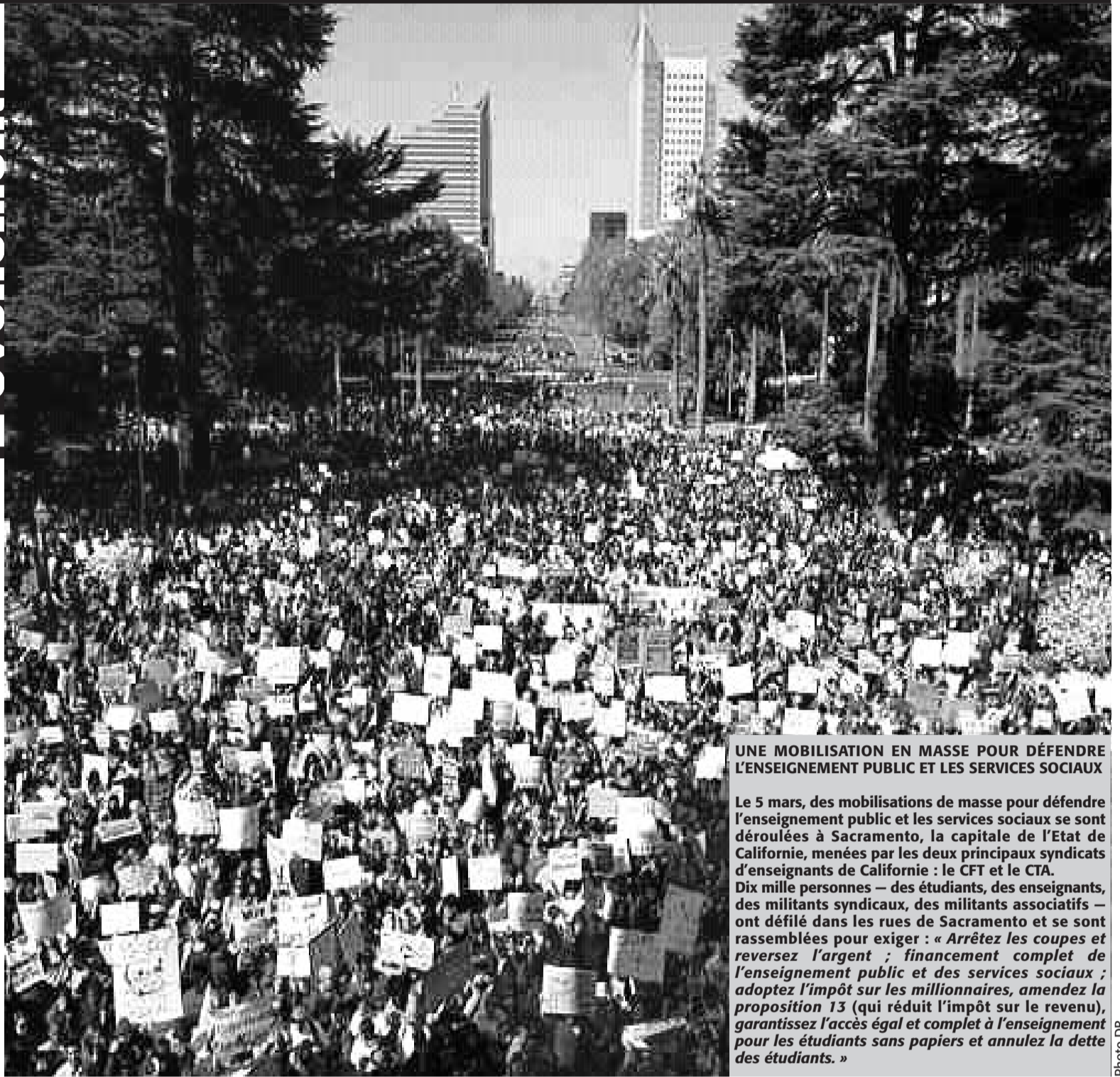
Mais les mêmes s'inquiètent de leur propre capacité à faire passer cette politique. Alors qu'on annonce en Grèce un taux de chômage de plus de 50 % chez les jeunes de moins de 24 ans, un « expert économique » d'IHS Global Insight s'alarme : « La situation sociale pourrait devenir "explosive" si le chômage continue d'augmenter dans un pays qui connaît presque quotidiennement des manifestations anti-austérité. »

Un autre « expert », de Capital Economics, n'est pas plus rassuré : « Si la troïka (Union européenne, FMI, Banque centrale européenne) dit : "Vous êtes en retard et il faut mettre en place pour X milliards de mesures d'austérité", ça risque d'être l'étincelle qui met le feu aux poudres. »

On comprend leur inquiétude : la semaine dernière, les salariés du siège central du Pasok — le parti « socialiste », membre du gouvernement de coalition à Athènes — ont occupé leurs locaux, protestant contre le non-paiement de leurs salaires depuis plusieurs mois. Dans toute l'Europe, la solidarité avec les travailleurs grecs exige le combat pour l'unité pour mettre en échec la ratification des traités scélérats MES et TSCG !

(1) Voir la tribune de Pierre Cise en page 14.

## L'événement



UNE MOBILISATION EN MASSE POUR DÉFENDRE L'ENSEIGNEMENT PUBLIC ET LES SERVICES SOCIAUX

Le 5 mars, des mobilisations de masse pour défendre l'enseignement public et les services sociaux se sont déroulées à Sacramento, la capitale de l'Etat de Californie, menées par les deux principaux syndicats d'enseignants de Californie : le CFT et le CTA. Dix mille personnes — des étudiants, des enseignants, des militants syndicaux, des militants associatifs — ont défilé dans les rues de Sacramento et se sont rassemblées pour exiger : « Arrêtez les coupes et reversez l'argent ; financement complet de l'enseignement public et des services sociaux ; adoptez l'impôt sur les millionnaires, amendez la proposition 13 (qui réduit l'impôt sur le revenu), garantisiez l'accès égal et complet à l'enseignement pour les étudiants sans papiers et annulez la dette des étudiants. »

Photo DK

## Etats-Unis : élection présidentielle 2012

La crise politique atteint  
des sommets inégalés

Alan Benjamin

L'élection présidentielle de 2012 aux Etats-Unis ne fait que souligner chaque jour davantage le rejet grandissant des deux partis jumeaux du capital — les démocrates et les républicains — et la résistance accrue des travailleurs face à une politique qu'ils rejettent massivement.

Le taux de satisfaction à l'égard du Congrès est le plus bas de toute l'histoire américaine : 10 % seulement, selon un sondage réalisé en février 2012. De plus, 64 % disent qu'il faut un nouveau parti politique, car les deux partis existants ne représentent pas le peuple. Pendant ce temps, la résistance qui a refait surface en février 2011 avec les mobilisations de masse et l'occupation, pendant trois semaines, du Capitole (Parlement) de l'Etat du Wisconsin n'a pas faibli. Elle s'est au contraire étendue dans tout le pays.

Dans l'Ohio, les travailleurs ont triomphé d'une mesure antisyndicale lors d'un référendum populaire. A Longview, dans l'Etat de Washington, par une lutte de longue haleine, les dockers de la section 21 du syndicat ILWU et ceux qui les soutenaient, avec les blocus des ports de la côte Ouest les 2 novembre et les 12 décembre 2011, ont remporté une victoire importante contre une action de destruction du syndicat grassement financée. Et plus récemment, les actions du 1<sup>er</sup> au 5 mars appelées par les syndicats et leurs associations locales unies à travers toute la Californie avec des grèves d'étu-

diants, des rassemblements de masse, une manifestation de 10 000 personnes à Sacramento et l'occupation du Capitole de l'Etat — ont lancé une puissante campagne de mobilisation pour exiger de mettre un terme immédiat aux coupes budgétaires dans l'enseignement public et les services sociaux et pour exiger l'adoption d'un impôt sur les millionnaires.

Barack Obama, qui était il y a peu largement présenté dans les médias comme un président qui ne ferait qu'un seul mandat, est donné légèrement favori pour l'élection de novembre contre son concurrent républicain le plus probable, Mitt Romney.

Il y a deux raisons principales à cela. La première est qu'Obama est considéré par des secteurs importants de la classe dominante américaine comme étant le mieux à même de maintenir à flot pour la période à venir le navire de l'Etat qui est en train de sombrer. Il bénéficie aujourd'hui d'un financement très important par le patronat, bien plus qu'aucun de ses concurrents républicains.

L'autre raison, reliée d'ailleurs à la première, est l'implosion du Parti républicain. Une bataille féroce se déroule entre l'aile représentant l'establishment du parti — regroupée autour de Mitt Romney, le seul candidat qui pourrait battre Obama — et les différents candidats qui rivalisent depuis près d'un an pour obtenir le soutien de la « base » de l'aile du Tea Party.

La dernière page de couverture du magazine *The New Yorker* illustre la situation : Obama rayonne de plaisir, une bière à la main, en regardant la télévision qui montre le spectacle du Super Bowl, avec Newt Gingrich en train de tacler Mitt Romney pour l'empêcher de franchir la ligne de mêlée. La lutte entre Romney et Gin-

grich exprime la profonde crise politique de la classe dominante tout entière. Les deux candidats se battent l'un contre l'autre avec une violence inouïe. Gingrich accuse Romney d'être un « bankster » (contraction de banque et gangster) qui fait des profits énormes sur le dos de ses clients chez Bain Capital, ce qui est vrai. Romney a accusé Gingrich d'être un démagogue de droite qui mettrait en danger les intérêts des Etats-Unis. Ce qui a obligé le président du Parti républicain à exiger publiquement et solennellement que les deux candidats cessent, car ils ne faisaient que « servir la soupe » à Obama. Résultat : le taux de participation électorale aux primaires républicaines de 2012 a été le plus faible jamais atteint.

Une crise politique croissante traverse, à tous les niveaux, l'appareil d'Etat de l'impérialisme le plus puissant.

Ainsi, lundi 5 mars — alors même qu'à Washington, le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, faisait pression sur Obama pour attaquer l'Iran — huit anciens responsables, hauts gradés de l'armée, des services de renseignement et du Département d'Etat américain ont publié une pleine page dans le *Washington Post*, exhortant Obama à résister aux pressions politiques et au lobby en faveur d'une telle entrée en guerre contre l'Iran (*lire en page 11*).

La crise politique n'est pas seulement celle du Parti républicain : nourrie par la résistance des peuples dans le monde et aux Etats-Unis mêmes, par celle, croissante, des travailleurs et de la jeunesse, c'est une crise dévastatrice qui traverse toutes les institutions politiques de l'Etat. ■

# NON À L'INGÉRENCE ! NON À LA GUERRE ! NON À LA DISLOCATION DES NATIONS !

## APPEL DE LA CONFÉRENCE D'URGENCE Alger (novembre 2011)

### A l'initiative du Parti des travailleurs d'Algérie et de l'UGTA

"Nous dénonçons les plans des grandes puissances dont le "Grand Moyen-Orient" américain visant à désintégrer les nations sur des bases tribales, ethniques et religieuses à des fins de pillage et d'oppression. (...)

Il y a situation d'urgence lorsque les grandes puissances préparent les conditions de la guerre généralisée dans la région du Machrek, tout en continuant à dénier ses droits historiques imprescriptibles au peuple palestinien, le droit au retour chez eux pour tous les réfugiés, soumettant ce peuple à l'enfermement à Gaza et en Cisjordanie, à la répression et aux agressions.

Nous déclarons notre plein soutien aux aspirations du peuple syrien à la démocratie, à l'égalité, mais nous condamnons avec force les manœuvres et complots matérialisés dans l'instrumentalisation de ces mêmes aspirations par les puissances impérialistes et leurs sous-traitants, pour en faire un prétexte pour l'intervention militaire étrangère en Syrie.

Nous sommes opposés à toute intervention militaire étrangère partout dans le monde, et donc en Syrie et en Iran, avec ou sans l'aval de l'Onu. »

## ÉTATS-UNIS

### Déclaration d'Emergency Labor Network (ELN)\*

## Pas de guerre, pas de sanctions, pas de bombardements sur l'Iran !

Certains de ceux qui se font le plus entendre actuellement pour réclamer encore une guerre sont les mêmes qui nous disent qu'il n'y a pas assez d'argent en ce moment pour les retraites et la protection sociale des plus démunis (les systèmes Social Security, Medicare et Medicaid) ainsi que d'autres programmes sociaux tout aussi cruciaux. Mais alors, si c'est le cas, d'où viendra l'argent pour faire la guerre à l'Iran ? Il se trouve beaucoup de gens qui font partie de l'administration et des médias aux Etats-Unis pour condamner l'Iran et la Syrie pour non-respect des droits de l'homme. En même temps, ils soutiennent et poursuivent l'armement et le financement de sultans, de dictateurs et de juntes militaires sanguinaires au Barhein, au Yémen et en Egypte. Alors, pourquoi les Etats-Unis menacent-ils de faire la guerre à l'Iran ? L'Etat d'Israël, soutenu par les Etats-Unis, est en train d'échapper à tout contrôle sur la scène internationale. Il exprime clairement sa volonté qu'une action militaire soit entreprise contre Téhéran. Actuellement, il y a bien moins de voix à Tel Aviv qu'à Washington pour conseiller la prudence, et c'est Israël qui représente la menace immédiate de guerre. Il est important de souligner qu'Israël possède des armes nucléaires par centaines, et refuse l'accès du pays aux inspecteurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA).

Le 4 février, 2012, dans quatre-vingts villes des Etats-Unis, des gens sont descendus dans la rue pour exiger : « Pas de guerre contre l'Iran ! » Il faut que ce ne soit qu'un début et il faut continuer à faire massivement campagne pour exiger que les Etats-Unis et ses alliés « ne touchent pas à l'Iran ! ».

\* Regroupement de syndicalistes de l'AFL-CIO.

## PALESTINE

### Gaza bombardée

Déclenchée le 9 mars par l'assassinat ciblé d'un responsable palestinien accusé de préparer une « opération terroriste », la plus importante attaque aérienne israélienne dans la bande de Gaza depuis l'offensive de l'hiver 2009-2010 se soldait trois jours plus tard par la mort de dix-huit Palestiniens, essentiellement des civils, dont deux enfants, et par trente-cinq blessés. Les groupes armés palestiniens ont aussitôt cherché à riposter. Un cessez-le-feu est en négociation. L'attaque israélienne, engagée dès le retour de Washington de Benjamin Netanyahu visait, selon l'état-major israélien, des organisateurs de l'attentat d'Eilat qui a eu lieu en août dernier, alors que celui-ci avait été revendiqué en Egypte. Samedi 10 mars, Susan Rice, représentante des Etats-Unis à l'ONU, déclarait, avec l'hypocrisie de ceux qui confondent les agresseurs et les agressés : « Nous condamnons les tirs terroristes de roquettes depuis Gaza vers les villes israéliennes et appelons les deux parties à restaurer le calme. » Pas un mot pour les victimes palestiniennes. Pendant ce temps, le ministre israélien des Affaires étrangères annonçait son objectif d'organiser un concert de soutien aux forces syriennes antigouvernementales. Inutile de demander ce que peut penser le peuple syrien d'une telle provocation ! ■

## TUNISIE

### Le président turc à Tunis

#### Correspondant

Le président turc, Abdullah Gül, vient d'effectuer une visite officielle de trois jours en Tunisie et cette visite avait un objectif important : la question de la Syrie. Après la « conférence des Amis de la Syrie » accueillie à Tunis par le gouvernement tunisien et qui a regroupé toutes les forces impérialistes, — et à leur tête les Etats-Unis —, toutes les pétromonarchies, — et à leur tête le Qatar, la Tunisie, la Libye, le Maroc et la Turquie, il s'agit de préparer la prochaine conférence d'Istanbul des mêmes « Amis de la Syrie ». Comment asseoir et légitimer une intervention en Syrie qui prendrait toutes les couvertures d'une intervention humanitaire ? Tel était l'objet de cette visite. Et le gouvernement turc sait de quoi il parle quand il s'implique dans une « intervention humanitaire ». Après avoir réprimé dans le sang le peuple kurde, il participe activement à l'acheminement des armes et des hommes vers la Syrie à partir de son territoire. Moncef Marzouki, comme les dirigeants du parti Ennahda, continuent à vouloir impliquer la révolution du peuple tunisien pour son autodétermination, pour sa souveraineté dans une opération de grande envergure qui vise à soumettre les peuples du Moyen-Orient et du Maghreb sous la botte de l'impérialisme américain. C'est tous les jours que les frontières tunisiennes et algériennes avec la Libye sont menacées et attaquées par les bandes armées qui font régner leur loi dans un pays désormais disloqué par l'intervention militaire des forces de l'Otan. La défense de la souveraineté du peuple tunisien et la défense de l'intégrité de ses frontières imposent, comme l'a clairement déclaré l'UGTT, que soit dénoncée toute ingérence militaire étrangère dans quelque pays que ce soit. ■

## DIX GÉNÉRAUX AMÉRICAINS CONTRE LA GUERRE EN IRAN

Dix généraux américains à la retraite ont adressé une lettre ouverte au président Obama dans laquelle ils écrivent : « Une opération militaire non seulement n'est pas nécessaire, mais serait dangereuse (...). Nous insistons pour que vous résistiez aux pressions pour déclencher une guerre contre l'Iran. »

## EGYPTE

### Le prix de l'accord de paix israélo-égyptien de 1979

#### Correspondant

L'aviation israélienne procède depuis le 10 mars à des dizaines de raids aériens contre la bande de Gaza. Il y a trois ans, lors du massacre « Plomb durci », qui avait fait mille quatre cents morts, le régime de Moubarak avait apporté son appui infâme à l'agression israélienne en fermant la frontière entre l'Egypte et la bande de Gaza. Selon le quotidien israélien *Yedioth Ahronoth* (12 mars), les raids israéliens ont été planifiés par avance. Le ministre des Transports, Yisrael Katz, a déclaré que l'Etat israélien devait tota-

lement isoler Gaza en fermant les passages avec l'Egypte et en confier la responsabilité civile aux autorités égyptiennes.

Le ministre des Affaires étrangères égyptien, Mohamed Kamel Amr, condamne les raids israéliens. C'est le moins qu'il puisse faire. Il a engagé une médiation entre les dirigeants du Hamas qui sont au Caire et les autorités israéliennes avec lesquelles il est en contact. Depuis mi-février, les habitants de Gaza n'ont que six heures d'électricité par jour. C'est l'Egypte qui livre le carburant indispensable au fonctionnement de l'unique centrale électrique de ce territoire qui abrite 1,4 million d'habitants et elle n'en livre

pas assez. « Est-il raisonnable que Gaza soit toujours privée d'électricité un an après la révolution en Egypte ? », s'est exclamé, Ismaïl Haniyeh, le chef du Hamas à Gaza, lors de son discours hebdomadaire du 1<sup>er</sup> mars. « Est-il raisonnable que Gaza demeure sous blocus un an après la chute du régime du tyran (Moubarak) ? », a-t-il encore demandé. La réponse est pourtant simple. C'est le prix de l'accord de paix israélo-égyptien de 1979 que les généraux au pouvoir depuis la chute de Moubarak se sont fermement engagés à respecter, et avec eux les Frères musulmans dont le Hamas est la branche palestinienne. ■

## LIBYE

### La marche à la dislocation de la Libye

Mardi 6 mars, des milliers de représentants des principales tribus de Cyrénaïque, ainsi que les chefs de milices, ont déclaré leur intention de proclamer l'autonomie partielle de leur région. Située à l'est de la Libye avec Benghazi comme capitale, la Cyrénaïque est une région très riche en pétrole. Aussitôt après cette proclamation, Mustafa Abdul Jalil, dirigeant du Conseil national de transition, déclarait qu'il s'agissait là du « commence-

ment d'une conspiration contre les Libyens » indiquant sans les nommer « quelques pays arabes, qui malheureusement, ont soutenu et encouragé cette situation », et menaçant les autonomistes d'une intervention militaire... qu'il est incapable d'engager. Le modèle libyen, fondé sur l'éclatement du pays, la guerre civile, le règne des milices et des trafiquants d'armes (que beaucoup souhaiteraient voir se mettre en place en Syrie), est à l'œuvre. ■

## AFGHANISTAN

### Une nouvelle vague de résistance contre l'occupation déferle sur tout le pays

Une communication de la Left Radical Organization of Afghanistan (LRA), extraits.

La Left Radical Organization of Afghanistan (LRA) condamne les actions barbares perpétrés par les Etats-Unis et l'Otan en Afghanistan, et soutient les manifestations et les actions légales des travailleurs, des opprimés et de toutes les victimes de guerre en Afghanistan. La LRA présente ses condoléances aux familles des centaines de manifestants martyrs, apporte son soutien à celles des milliers de manifestants blessés par les Etats-Unis, l'Otan

et la police afghane depuis mardi 21 février 2012, et proclame sa solidarité avec les manifestants, parce qu'ils montrent que le peuple d'Afghanistan ne laissera pas les forces d'occupation jouer avec son futur et ses valeurs. La LRA appelle tous les partis, les organisations, les syndicats, et les individus attachés à la paix, à la lutte contre l'impérialisme et la guerre, à exiger du gouvernement afghan qu'il libère tous ceux qui ont été emprisonnés en lien avec les manifestations récentes. ■

Left Radical Organization of Afghanistan (LRA)  
27 février 2012, Afghanistan



### “Au fil d'I.O, un an de révolution en Tunisie” Un dossier de la rédaction

Un prix spécial  
“lecteurs d'I.O” : 10 euros.

Commande à envoyer à :  
Informations ouvrières,  
87, rue du Faubourg-Saint-Denis, CS 30016,  
75479 Paris Cedex 10  
(chèque à l'ordre d'Informations ouvrières).

## Espagne

Plus d'un million de travailleurs dans la rue à l'appel des syndicats UGT et CCOO

# Un cri unanime : "Retrait de la réforme du Code du travail !"



Madrid, le 11 mars. La manifestation à l'appel des CCOO et de l'UGT contre la réforme du Code du travail.

De nouveau, après les manifestations du 19 février (voir Informations ouvrières, n° 188) à l'appel de l'UGT et des Commissions ouvrières (CCOO), confédérations majoritaires, des centaines de milliers de travailleurs ont défilé dans les soixante principales villes d'Espagne contre la réforme du Code du travail décrétée par le gouvernement Rajoy le 10 février dernier.

Le 9 mars, le Parlement avait donné son feu vert à la réforme, ouvrant le débat parlementaire devant se conclure fin mars. La disponibilité des travailleurs pour aller à la grève, exigeant le retrait de la réforme, n'est pas à prouver. Que manque-t-il ? Les instances confédérales de l'UGT et des CCOO se sont réunies vendredi 9 mars. Dans une réunion conjointe, elles ont adopté une résolution qui convoque une journée de grève générale le 29 mars contre la réforme du Code du travail.

Cette réforme a été « exigée par les institutions économiques mondiales et européennes », c'est-à-dire, pour parler clair, sous le diktat de l'Union européenne et du capital financier. Mais aucun doute n'est possible : les secrétaires généraux de l'UGT et des CCOO ont hésité longtemps à convoquer cette journée de grève. Une poussée énorme des travailleurs s'est exprimée dans des milliers d'assemblées, dans des réunions d'instances syndicales, pour exiger la grève.

Les secrétaires généraux des CCOO et de l'UGT, Toxo et Mendez, avaient insisté sur le fait qu'ils voulaient renégocier la réforme, mais le gouvernement Rajoy a répondu qu'il n'avait aucune marge et donc ne pouvait céder. L'Union européenne et le FMI exigent de lui qu'il aille plus loin et, en

## Une réforme sous dictature de l'Union européenne et du capital financier.

même temps, le nouveau secrétaire général du PSOE, Alfredo Pérez Rubalcaba, a déclaré qu'il était disposé à rentrer dans le débat parlementaire pour proposer des amendements, c'est-à-dire accepter le cadre de la réforme.

Les résolutions des conseils et comités confédéraux des CCOO et de l'UGT le disent clairement.

Pour les CCOO : « Le conflit peut être évité si le gouvernement ouvre un processus de négociation pour modifier le contenu du décret royal (la contre-réforme — NDR) », et pour l'UGT : « Le comité confédéral donne mandat à la commission exécutive pour réitérer les propositions de négociations adressées au gouvernement pour modifier le décret-loi. »

Dans les couloirs, les secrétaires généraux ont déclaré qu'ils étaient disposés à décommander la grève, y compris jusqu'au 28 mars, si le gouvernement ouvrait des négociations.

Comme le disent nos camarades du journal *Información Obrera*, « aucun travailleurs, aucun responsable syndical ne peut accepter de répéter ce qui s'est passé le 29 septembre 2010 (journée de grève contre la réforme du travail de Zapatero — NDR), une journée sans suite et que Toxo et Mendez ont utilisée comme couverture pour rétablir le "dialogue social", signer le pacte contre les retraites le 2 février 2011 et l'accord sur le gel des salaires le 25 janvier 2012. La grève générale jusqu'à satisfaction pour le retrait de la réforme rejoint la nécessité du retrait de la signature du pacte contre les retraites et de l'accord de gel des salaires. » C'est la seule manière de faire face à l'offensive de l'Union européenne et du FMI, que Rajoy met en place au moment où s'annonce la ratification du nouveau traité européen.

Rappelons que le 6 septembre 2011, l'ancien gouvernement Zapatero (PSOE) avait déjà imposé un accord avec Rajoy, une réforme constitutionnelle, pour introduire la « règle d'or » dans la législation espagnole. Formellement, les instances confédérales de l'UGT et des CCOO se sont prononcées contre cette règle.

Andreu CAMPS ■

## La crise au sommet et les manœuvres de Rajoy

Après avoir signé, au sommet de l'Union européenne du 2 mars, le nouveau traité européen, le président du gouvernement espagnol, Mariano Rajoy, a annoncé dans une conférence de presse qu'il ne pourrait pas respecter la réduction du déficit public prévue par l'Union européenne. Précisons.

Le déficit public officiel est de 8,51 % du PIB. L'objectif fixé par Bruxelles était de le réduire cette année à 4,4 %, et l'année prochaine à 3 %. Donc, pour l'année 2012, il s'agirait de faire 44 milliards de coupes budgétaires. Rajoy a annoncé qu'il ne pouvait s'engager que sur 5,8 %, soit 29 milliards. Immédiatement après, le nouveau secrétaire général du PSOE, Rubalcaba, a déclaré que Rajoy allait dans la bonne direction. Il est certain que Rajoy cherchait à obtenir le soutien du PSOE lors de sa déclaration, mais le problème est ailleurs. La déclaration des confédérations syndicales

est claire : « La réduction du déficit annoncée à 5,8 % sera reportée notamment sur les régions. Leurs administrations ont à leur charge la part la plus importante du fonctionnement des services publics (notamment des compétences exclusives en matière de santé et d'éducation). Par ailleurs, le gouvernement a annoncé qu'une des mesures prévues était une coupe de 40 % dans les investissements publics, et cela va signifier une nouvelle chute de l'activité économique dans un des secteurs les plus concernés, le bâtiment. »

En effet, le calcul immédiat qui a été fait, c'est que cette coupe va représenter 150 000 licenciements de plus, qui vont s'ajouter aux 5,3 millions de chômeurs officiellement recensés. Le gouvernement prévoit de finir l'année avec six millions de chômeurs.

Dans cette situation, le gouvernement prépare, pour la fin du mois de mars, le nou-

veau budget dans lequel toutes ces coupes doivent figurer. C'est là-dessus que les autorités de l'Union européenne, notamment José Manuel Barroso, président de la Commission européenne, ont exigé d'avoir un droit de regard.

Les coupes budgétaires qui ont touché dans la dernière année la santé et l'éducation se sont ces derniers mois précisées par rapport à l'enseignement supérieur. C'est ce qui a entraîné une journée de grève générale le 29 février dans les universités, en réponse d'une part à l'agression de la police contre les étudiants de Valence (voir Informations ouvrières, n° 190) et, d'autre part, plus généralement, contre les coupes et les licenciements dans toutes les universités.

De nouveau, dans les manifestations du 11 mars, des dizaines de milliers de jeunes étudiants ont rejoint les cortèges ouvriers.

A. C. ■

## Grande-Bretagne

# Le chef du Labour Party apporte son "soutien total" aux plans du conservateur Cameron

Le conservateur David Cameron n'a pas signé le nouveau traité, qui ne sera donc pas ratifié par le Royaume-Uni. Reste que le gouvernement de coalition conservateurs-libéraux démocrates qu'il préside est engagé, au nom de la réduction des déficits publics, dans une offensive de destruction restée sans égale à ce jour.

Et c'est le moment choisi par Ted Miliband, le chef Labour de l'opposition, pour apporter son « soutien total » aux plans de Cameron qui impliquent une nouvelle série de coupes dans les budgets des services publics locaux avec, par exemple, plus

D'ailleurs, quelques jours plus tard, Merkel et Sarkozy ont déclaré qu'ils le « comprennent ». C'est là la forme que prend la politique imposée par la troïka en Grande-Bretagne. La forme est différente, mais l'objectif est similaire : couper, couper et encore couper. Et, par le biais de l'union nationale, tenter d'associer les syndicats à ces plans.

Tenter, car la situation est profondément marquée par la grève du 30 novembre dernier qui a rassemblé tous les syndicats du secteur public pour la défense des retraites.

Cet appel à l'union nationale a déclenché une vague de résis-

tance, notamment dans les syndicats, mais pas uniquement, avec des prises de position de responsables nationaux de syndicats et même de députés du Labour. Avec une collègue qui exerce comme lui des responsabilités syndicales, un militant vient d'adresser une lettre à la presse locale.

« C'est une initiative personnelle,

explique-t-il, que nous avons prise à la suite de la décision de la municipalité d'appliquer le second volet du plan pluriannuel de coupes décidé l'an dernier. Nous y disons ce que pensent les milliers et les milliers qui ont fait grève le 30 novembre dernier et également les milliers et milliers qui, dans le Labour et les syndicats, refusent de sacrifier leurs revendications sur l'autel de l'Union nationale : une coupe est une coupe, d'où qu'elle vienne. Il n'est pas question que nous renoncions à nos revendications. Nous les maintenons. C'est le sens de notre combat contre le paiement de la dette, contre la dictature de la troïka, pour la rupture avec l'Union européenne et sa politique, et nous appuierons inconditionnellement toute autre initiative allant en ce sens. »

Jean-Pierre BARROIS ■



La manifestation des travailleurs des services publics à Londres, le 30 novembre dernier.



U N E S E M A I N E D A N S L E M O N D E

ITALIE

**Manifestation contre la réforme du marché du travail**

Des milliers de membres du syndicat de métallurgistes Fiom-CGIL manifestaient le 9 mars, à Rome, dans le cadre d'une journée de grève pour défendre les règles en matière de licenciement que le gouvernement pourrait modifier, et pour protester contre le groupe automobile Fiat.

Cette manifestation nationale, a pour but de « reconquérir le contrat de travail à partir de Fiat » et de défendre « l'emploi, les droits et l'article 18 » du statut des travailleurs qui régit les licenciements.

Le gouvernement de Mario Monti, qui veut rendre le marché du travail plus flexible dans le cadre d'une réforme actuellement en discussion avec les partenaires sociaux, n'exclut pas de modifier cet article afin de faciliter les licenciements... « pour encourager les entreprises à embaucher » (sic !).

« Ce n'est pas en facilitant les licenciements que l'on résout le problème », a rétorqué le secrétaire général de la Fiom, Maurizio Landini, au début de la manifestation.

Il s'en est pris par ailleurs à Fiat, autre motif de cette journée de grève. En conflit ouvert avec Fiat, la Fiom a refusé de signer le nouveau contrat de travail du groupe qui durcit les conditions de travail.

CHIFFRE

**41 %**

**C'est la hausse du taux de chômage en Grèce par rapport à décembre 2010. Le nombre de chômeurs dépasse le million selon l'Autorité des statistiques grecque. Le chômage frappe particulièrement les jeunes de 15 à 24 ans, dont plus de la moitié (51 %) n'ont pas d'emploi, et les femmes (25,3 %).**

GRÈCE

**Moody's : la dictature de la dette**

L'agence d'évaluation financière Moody's a déclaré vendredi 9 mars qu'elle considérait que la Grèce avait fait défaut sur sa dette, et a maintenu la note qu'elle attribue au pays à « C », la plus basse dans son échelle. « Moody's réexaminera la note de la Grèce en temps utile pour évaluer les répercussions (de l'accord qui vient d'être passé par le gouvernement grec avec les banques - NDR) sur la viabilité du poids de la dette de la Grèce, en même temps que d'autres facteurs pertinents, y compris le respect par la Grèce des mesures (de brutale austérité imposées au peuple grec - NDR) qui sont une condition à un soutien international », a déclaré l'agence, véritable milice veillant à la stricte application de la dictature de la dette.



Photo DR

Un mois avant l'élection présidentielle, 300 personnels de l'hôpital de Verkny Oufale (région de Tchéliabinsk, Sibérie occidentale) manifestent pour exiger des augmentations de salaires et l'amélioration des conditions de travail.

Sans surprise, Vladimir Poutine a été élu président de la Fédération de Russie, le 4 mars 2012. Les grandes puissances, qui reprochent à la Russie son refus d'une intervention étrangère en Syrie, ont fait grand bruit des fraudes électorales. S'il est certain qu'elles ont eu lieu (99,8 % des voix pour Poutine en Tchétchénie, « pacifiée » par le mafieux Kadyrov), Poutine a bénéficié du vote d'une partie des électeurs qui craignent plus que tout un retour au chaos des années 1990, où les « oligarques » issus de la bureaucratie privatisaient à tour de bras, mettant le pays à feu et à sang.

Et maintenant, que va faire Poutine ? Il y a un an, un homme d'affaires déclarait : « Si la part des dépenses sociales du budget n'est pas réduite à temps, l'issue sera tragique. Pour cette raison, le président qui sera élu en 2012, quel que soit son nom, devra prendre des mesures impopulaires (...). Jusqu'à présent, notre élite n'avait jamais pris conscience de la nécessité d'une réduction considérable de ce chapitre du budget. »

Une exigence partagée par l'agence de notation Fitch, qui dit surveiller « la vitesse à laquelle le nouveau gouvernement agira pour réformer l'économie russe (...) M. Poutine a fait de vastes promesses avant et pendant sa campagne électorale. » Il avait en effet promis une hausse des salaires — misérables — des militaires, des enseignants et des médecins. Mais le 7 mars, il a affirmé vouloir « examiner les dépenses que nous avons prévu de faire cette année et l'an prochain, et il faudra les optimiser ». Dans le même discours, il a tenté de coopter l'ex-candidat, le milliardaire Prokhorov (arrivé troisième à la présidentielle) dont il a déclaré qu'il était « un bon entrepreneur (qui) pourrait en principe être utile au sein du gouvernement, s'il le voulait ». Prokhorov est connu pour avoir proposé

de liquider ce qui reste du Code du travail, « trop soviétique » selon lui, pour instaurer une semaine de travail de soixante heures ! D'autre part, la Russie vient d'entrer dans l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Or, écrit un économiste de Voronège : « Des experts indépendants s'inquiètent de ce que l'adhésion de la Russie à l'OMC pourrait conduire à une réduction brutale de 40 % des emplois dans le pays. Les coups les plus durs concerneront sur l'agriculture et l'industrie alimentaire. »

**"METTRE EN ŒUVRE LES REVENDECTIONS DES TRAVAILLEURS DE CE PAYS, ET PAS CELLES D'UN CLAN CONTRE UN AUTRE"**

Les manifestations de « l'opposition » s'appuient sur le rejet largement partagé d'un appareil d'Etat brutal et corrompu. Mais elles sont dirigées par une coalition hétéroclite, allant de la « gauche » aux anciens privatiseurs de l'époque Eltsine, en passant par des groupes ouvertement profascistes (1). Refusant désormais de se rendre à ces manifestations, Alexeï Etmanov, dirigeant syndical dans l'automobile déclare : « Les slogans tels que "Poutine, voleur !" ne correspondent en rien à la nécessité de changer le système politique et économique. » Et il invite le mouvement ouvrier à réfléchir sur « la façon de défendre les revendications des travailleurs de ce pays, et pas celles d'un clan contre un autre ».

Dominique Ferré

(1) Au point que le président de l'association Memorial déclare, à propos de la manifestation du 10 mars : « Pourquoi devrais-je, ainsi que mes amis, écouter des nationalistes radicaux à chaque manifestation ? Ceux-là mêmes qui (...), récemment, défendaient publiquement le fascisme ? »

KENYA

**La grève continue dans les hôpitaux malgré la révocation de 25 000 infirmiers**

Les syndicats d'infirmiers du Kenya ont appelé à poursuivre la grève entamée le 1<sup>er</sup> mars, malgré l'annonce la veille, par le gouvernement, du licenciement collectif de 25 000 travailleurs hospitaliers du secteur public.

Les infirmières et infirmiers kenyans revendiquent une augmentation générale de leurs salaires. Ils accusent le gouvernement de n'avoir pas appliqué les revalorisations salariales promises.

« Le gouvernement devrait regarder la réalité en face et sérieusement s'occuper de la grève des infirmiers. Annoncer ces licenciements ne fait qu'aggraver la situation », a déclaré Fred Omiya, coordinateur de l'Association des professionnels de santé du Kenya.

PORTUGAL

**La CGTP appelle, le 22 mars, à une nouvelle grève générale**

La CGTP, première confédération syndicale portugaise, a appelé à une grève générale le 22 mars prochain, avec l'intention d'amplifier le mouvement contre les mesures d'austérité du gouvernement dans le cadre du plan dit « d'aide financière » accordé par le FMI, l'Union européenne et la Banque centrale européenne au Portugal, en particulier une réforme du marché du travail qui assouplit les horaires, facilite les licenciements et supprime des jours de congés. « La recette appliquée par le gouvernement est la même que celle suivie en Grèce », a-t-il affirmé. A l'issue de sa troisième évaluation, la « troïka » (Union européenne-FMI-BCE) a accordé le 1<sup>er</sup> mars un satisfecit au Portugal pour la mise en œuvre des contre-réformes et des mesures d'austérité exigées en échange du prêt de 78 milliards d'euros accordé en mai 2011.

En raison des mesures de rigueur — réduction des salaires des fonctionnaires, des retraites et des prestations sociales, hausse généralisée des impôts — le PIB devrait reculer cette année de 3,3 % et le chômage atteindre 14,5 % à la fin 2012.

BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE

**Prêts LTRO, le jackpot des banques**

Le président de la Banque centrale européenne (BCE)



Mario Draghi.

Mario Draghi, est content : ses deux opérations de prêts à trois ans (LTRO) aux banques de la zone euro ont été selon lui « un succès incontestable ». La BCE a réalisé deux opérations de prêt sur trois ans, en décembre et février. La première a attiré plus de 500 banques pour un montant de 489 milliards d'euros, la deuxième 800 banques

pour 530 milliards euros. Les banques ont empoché cet argent offert par la BCE et l'ont aussitôt déposé, auprès de la même BCE, dans les vingt-quatre heures, empochant au passage un confortable bénéfice. Les montants de ces dépôts au jour le jour ont atteint de nouveaux sommets ces derniers jours, plafonnant à plus de 800 milliards d'euros. Jackpot !

GUADELOUPE



Photo AFP

**Grève le 27 mars à l'appel de tous les syndicats**

L'ensemble des organisations syndicales de Guadeloupe, UGTG, CGTG, FO, CFTC, CFDT, FAEN, FSU, SNETAA, SPEG, SUD PTT GWA, SUNICAG, UNSA, et le LKP, appellent à la grève le 27 mars prochain. Parmi les nombreuses raisons de cet appel à la grève, les prix, les salaires et l'emploi.

Une enquête du mensuel *Linéaires* montre que les prix en Guadeloupe et en Martinique sont supérieurs de près de 84 % à ceux pratiqués en France.

« Mais alors, où sont passés les avis de l'Autorité de la concurrence dénonçant les monopoles oligopolistiques, les marges abusives des importateurs-distributeurs, les ententes commerciales illégales, les clauses d'exclusivité anticoncurrentielles ? Pourquoi de tels manœuvres n'ont-ils pas été sanctionnés ?, s'interrogeaient les syndicats. Les prix n'ont pas cessé d'augmenter. L'Etat et les collectivités s'étaient pourtant engagés à faire respecter les baisses de prix négociées, à faire répercuter les baisses de taxes, notamment l'octroi de mer, et à lutter contre la pwofitasyon sur les prix. »

Concernant les revenus, après avoir bénéficié des aides de l'Etat et des collectivités, certains employeurs refusent d'appliquer l'accord signé en 2009. Les revenus en Guadeloupe demeurent inférieurs de plus de 40 % à la moyenne française.

La situation des jeunes, au regard de la formation et de l'emploi, est dramatique. Le plan d'urgence pour l'emploi et la formation n'a jamais vu le jour. Ce qu'exigent les travailleurs avec leurs syndicats, c'est, en réalité, l'application effective des accords signés à l'issue de la grande grève de 2009.